

CONSEIL MUNICIPAL du 2 mars 2018 – 20heures30
Compte-Rendu sommaire

20 présents, 3 absents excusés, 2 procurations [Rémy Strullu (procuration à Jean-François Jaffry), Véronique Le Scaon, Jocelyne Kervella Lainé (procuration à Claude Conrod)].

Le Maire, Pierre Plouzennec, procède à l'élection d'un secrétaire de séance : Thomas Le Reun est élu.

Le maire propose à l'assemblée de procéder à l'ajout de deux points à l'ordre du jour : une délégation de maîtrise d'œuvre pour la restauration de deux statues et une motion concernant la Ligne à Grande Vitesse (LGV). Le conseil municipal approuve à l'unanimité (22 pour)

0. Compte rendu du Conseil municipal du 12 décembre 2017

Pierre Plouzennec, le Maire, fait lecture du compte-rendu du conseil municipal du 12 décembre 2017, qui est adopté à l'unanimité (20 pour, 2 contre – Claude Conrod)

Le Maire demande à Claude Conrod s'il a reçu une réponse de la Préfecture au courrier qu'il lui a adressé concernant le positionnement de Monsieur Jaouen. Ce dernier précise qu'il a explicité sa position dans le TAS (Tal ar Sonerien) en juillet dernier. La Préfecture n'a pas apporté de réponse.

1. Construction des services techniques - Validation de l'APD et fixation des honoraires de la maîtrise d'œuvre

Le Maire, Pierre Plouzennec, présente le projet de reconstruction des services techniques (détruits par un incendie criminel) qui a été imaginé par l'équipe à l'occasion d'ateliers dédiés. Le principe de conception a été repris en quasi-intégralité par M. Ruelland, architecte retenu pour ce dossier. Le Maire présente ensuite l'APD (Avant-Projet Définitif) qui se monte à 455 000 €HT. Il explique que la première estimation calculée par notre expert d'assurance était trop faible par rapport au marché actuel. Le Maire précise enfin que la rémunération de l'architecte est calculée sur le montant de l'APD.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (22 pour, 2 contre – Claude Conrod), valide l'APD tel que présenté ainsi que la rémunération définitive du maître d'œuvre, autorise le Maire à signer les documents résultant de ces décisions et prévoit la dépense budgétaire.

2. Affaires Foncières

Le Maire, Pierre Plouzennec, présente les trois dossiers qui requièrent l'avis du conseil municipal et propose un vote pour chaque dossier.

- Le premier concerne un échange de terrain situé rue des Korrigans : à la demande de la mairie, il est proposé de réorganiser le découpage d'un terrain communal avec celui dont M. Jamet et Mme Piscitelli font l'acquisition.

Après en avoir délibéré, autorise à l'unanimité (22 pour) le Maire à signer les documents s'y réfèrent, les frais relatifs à cet échange seront à la charge de la commune.

- Le second est relatif à une demande, celle de M. Journaux, qui souhaite faire l'acquisition d'une parcelle actuelle (environ 200m²) incluse dans le domaine public de la commune et qui dessert uniquement les terrains dont il est propriétaire.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal autorise à l'unanimité (22 pour) le Maire à procéder au déclassement de la parcelle dans le domaine privé de la Commune, puis à vendre la dite-parcelle pour un montant d'un euro le m² et prévoit les frais d'arpentage et de mutation à la charge du demandeur.

- Le troisième enfin, se situe Route d'Audierne : Un cabinet de kinésithérapie (en cours de constitution) souhaite faire l'acquisition d'un terrain d'environ 300m² pour construire leur bâtiment professionnel. C'est la proposition du terrain situé Route d'Audierne qui a été retenue et l'implantation du bâtiment se fera sous couvert du maintien d'une liaison douce entre la route et le bourg et après avoir obtenu l'avis de l'architecte des bâtiments de France. Les frais de mutation et document d'arpentage seront à la charge des demandeurs, l'aménagement du parking existant se fera lui aux frais de la commune.

Après en avoir délibéré, l'assemblée délibérante (22 pour) autorise le Maire à procéder aux échanges tels que présentés.

3. Tableau des emplois – modifications et création de la fonction d'assistant de prévention

Le Maire, Pierre Plouzennec, présente tout d'abord le projet de modification du tableau des emplois suite aux différentes évolutions au sein de la collectivité. Il s'agit notamment de modifications d'organisation de d'évolution de grades. Le maire précise que les dossiers ont été présentés au comité technique du Centre de Gestion du Finistère (CDG29) conformément à la réglementation.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal valide (22 pour) le tableau des emplois tel que présenté et prévoit les dépenses budgétaires afférentes.

Le Maire présente ensuite la création de fonction d'assistant de prévention au sein de la collectivité pour deux agents qui pourront mener à bien les actions préventives et correctives, conformément à la lettre de cadrage rédigée par le CDG29.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (22 pour) autorise le Maire à créer les deux postes d'assistant de prévention conformément à la réglementation.

4. Cycle des algues et des hommes – Projet culturel

Le Maire Pierre Plouzennec, expose le projet organisé avec Plozarch « des algues et des hommes » dont un partenariat est recherché avec une commune du pays bigouden sud et propose le plan de financement suivant :

Conférences	2 000 €	Participation FEAMP :	9 600 €
Interventions :		Autofinancement :	2 400 €
Petits débrouillards	8 000 €		
Divers	2 000 €		
Coût total :	12 000 €	Coût total :	12 000 €

En option : un week-end final pour environ 10 000 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal (22 pour) valide le programme et le plan de financement du projet « des algues et des hommes » et autorise le Maire à présenter un dossier auprès du FEAMP (Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche) et prévoit la dépense budgétaire.

5. Participation aux dépenses du RASED

Le Maire, Pierre Plouzennec, présente le projet d'acquisition d'un nouveau test psychologique pour les enseignants du Rased (Réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté). Il explique que le réseau est rattaché à l'école publique de Plozévet et que la commune fait l'avance des frais, puis se retourne vers les autres communes pour solliciter leur participation.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (22 pour) approuve l'acquisition du test psychologique pour 1890 € et autorise le Maire à solliciter les communes issues du réseau pour participer au financement tel que présenté.

6. Formation des élus

Le Maire, Pierre Plouzennec, rappelle tout d'abord le droit à la formation des élus municipaux et propose d'adopter un cadre pour les formations des élus. Il propose ainsi de fixer le montant maximum de l'enveloppe à 3% du montant des indemnités versées aux élus (soit environ 1 420 € par an) sur la période du mandat. Il distribue également à tous les élus présents le guide des formations qui sont organisées conjointement par l'UBO, l'AMF29, le CDG29 et le CNFPT Bretagne. Il propose de privilégier les formations organisées en local par des organismes agréées, de déposer une demande préalable (pour engager la dépense) et d'établir une équité entre les différents élus.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (22 pour) décide à l'unanimité, d'adopter le règlement tel que présenté et prévoit la dépense budgétaire.

Le Maire, Pierre Plouzennec, présente ensuite la demande de règlement émanant de l'UBO et relative à deux formations réalisées par des élus, sans validation préalable, contrairement au règlement intérieur de l'organisme de formation. Il y a donc lieu de présenter le dossier au conseil municipal. Le montant total des formations en question s'élève à 465 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (2 pour - Pierre Plouzennec & Jean-Bernard Yannic, 1 contre - Philippe Sandrin, 19 abstentions) autorise le Maire à procéder au paiement de la formation suivie par Jocelyne Kervella-Lainé et Claude Conrod.

7. Admission en non-valeur

Le Maire, Pierre Plouzennec, présente le dossier que la Trésorerie de Pont-L'Abbé nous fait parvenir et qui concerne une admission en non-valeur suite à la faillite personnelle d'une personne qui n'a pas honoré ses factures publiques (frais périscolaires) pour un montant de 787 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte (22 pour) l'admission en non-valeur pour la somme indiquée et prévoit l'inscription budgétaire.

8. Remboursement de frais

Le Maire, Pierre Plouzennec, présente à l'assemblée le projet de décoration du bourg, en yarn bombing, tricot-graffiti ou encore tricot urbain. C'est Véronique Le Scaon, conseillère déléguée qui a fait l'avance des frais pour l'acquisition de pelotes de laine et il convient au conseil municipal de procéder au remboursement pour un montant de 76,19€TTC.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal (22 pour) autorise le Maire, Pierre Plouzennec, à procéder au remboursement des frais engagés et prévoit l'inscription budgétaire.

9. Délégation de maîtrise d'ouvrage

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, présente la demande de Mme Antoinette Le Quéré qui souhaite participer à la rénovation d'un patrimoine culturel. L'architecte des bâtiments de France a été sollicité et propose la restauration de statues qui actuellement stockées dans la sacristie, pourraient après restauration être exposées dans l'église. Il s'agit de Saint-Mathurin et de Saint-François d'Assise.

Le Maire, Pierre Plouzennec, la remercie pour cette démarche et indique qu'elle peut également solliciter des financements, notamment auprès de la DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles) qui sera chargée de suivre les travaux de restauration.

Le conseil municipal remercie Antoinette Le Quéré et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité (22 pour) de procéder à une délégation de maîtrise d'ouvrage pour la restauration des statues.

10. Motion LGV

Le Maire, Pierre Plouzennec, informe des actions entreprises pour solliciter la mise en place de la ligne à grande vitesse entre Quimper à moins de trois heures et Paris et fait lecture d'une motion qu'il propose d'adopter, visant également à renforcer la qualité des liaisons et fréquences ferroviaires entre les villes de l'Ouest breton.

Après en avoir délibéré (22 pour) l'assemblée délibérante d'adopter la motion et demande au Maire de la transmettre au Préfet et au Ministre des transports.

Question diverses

Le Maire, Pierre Plouzennec, informe l'assemblée des chiffres provisoires du Recensement qui vient de se terminer. Il précise que certains (dont une conseillère municipale) ont refusé de se faire recenser avant l'envoi d'un courrier en recommandé leur rappelant leurs obligations civiques.

Il note qu'une résidence principale sur deux s'est fait recenser sur Internet et que le nombre de résidences secondaires est en croissance et qu'il peut paraître judicieux d'envisager une réflexion sur les évolutions taxes municipales.

Annie Marzin, adjointe à l'urbanisme et à l'environnement apporte une information sur la suite du dossier de la SPPL (Servitude de Passage des Piétons le long du Littoral) : suite aux conclusions du commissaire enquêteur, l'Etat propose de scinder le dossier en deux parties. La première pourrait être présentée en séance du conseil municipal au printemps et la seconde, au vu de la jurisprudence actuelle, ferait l'objet d'une procédure de délimitation du domaine public maritime comprenant une nouvelle enquête publique, du fait d'une modification du trajet concernant quatre parcelles.

Gaby Peton, adjointe à l'action sociale et aux affaires scolaires, informe que le 19 février dernier, le conseil d'école a décidé de modifier les horaires d'ouverture et de fermeture de l'école et de mettre un terme au temps d'activités scolaires (TAP). Elle fait le bilan de la mise en place des TAP au sein de la collectivité et fait part de son regret de l'abandon cette organisation, dont elle tire un bilan très positif, tant pour les enfants que pour les équipes d'animation.

En ce qui concerne la fermeture de classe, elle regrette la gestion comptable des inspections académiques au détriment des écoles rurales, comme la nôtre.

Elle fait ensuite lecture d'un courrier des associations des parents d'élèves qui sollicitent une rencontre pour réfuter la fermeture du 7ème poste de l'école publique. Le Maire précise que l'ultime décision se fera en septembre au comptage des effectifs.

Le Maire, Pierre Plouzennec salue l'investissement des élus et des équipes municipales dans l'organisation des TAP et déplore ces choix.

Les diverses informations et dates sont également portées à la connaissance des élus et la séance est levée à 22h15.

*VU pour être affiché le 6 mars 2018
conformément à l'article 2121-25 du code
général des collectivités territoriales*